

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4238 - MARDI 26 AVRIL 2022

CONSULTATIONS DE PAIX DE NAIROBI

Une dernière chance accordée aux groupes armés



Le processus lancé à Nairobi devra aboutir à une paix durable à Est de la RDC

Les consultations sur la paix entre le gouvernement congolais et les groupes armés se poursuivent sans relâche dans la capitale kényane, en marge du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des États d'Afrique de l'est (CEA). Pour l'heure, les travaux se consacrent, entre autres, sur la compilation des revendications (cahiers des charges) de chaque belligérant.

Ce forum est considéré, à juste titre, comme celui de la dernière chance donnée aux groupes armés locaux et étrangers à déposer immédiatement les armes et à s'engager dans le processus de réinsertion sociale. Faute de quoi, l'option militaire régionale levée par les Etats membres de la CEA va les y contraindre.

Page 3

SANTÉ

Le PEV lance la semaine de vaccination sur toute l'étendue du territoire national



Le directeur du PEV, Dr Aime Cikomola

Le Programme élargi de vaccination (PEV) vient de lancer la semaine de vaccination sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo, au cours d'une conférence de presse tenue hier à son siège, dans la commune de la Gombe. Le médecin directeur du PEV, Aimé Cikomola, a fait savoir qu'ils ont accéléré la vaccination ainsi que le nombre des services de vaccination pendant la semaine. Le thème retenu pour cette semaine de vaccination est « Longue vie pour tous ».

Page 2

KINSHASA

Le gouverneur Gentiny Ngobila inspecte les différents chantiers routiers

Le gouverneur Gentiny Ngobila a montré sa détermination à offrir aux Kinois une voirie urbaine digne, à la hauteur d'une grande mégapole de plus de quinze millions d'habitants. Il a inspecté, le 23 avril dernier, les différents chantiers routiers de la capitale, pour se rendre compte de l'avancement des travaux.

L'autorité urbaine a profité de cette tournée pour donner des orientations claires afin de mettre en œuvre sa vision sur la voirie de la capitale. Il a exprimé sa détermination de voir toutes les routes réhabilitées ouvertes aux Kinois en vue de leur faciliter le mouvement.

Page 4



Le gouverneur Gentiny Ngobila inspectant les chantiers de Kinshasa

CAF-C2

Mazembe écarte Pyramids d'Egypte

Le Tout Puissant Mazembe a accédé en demi-finale de la Coupe de la Confédération après avoir éliminé Pyramids d'Egypte. Le prochain adversaire du club de Lubumbashi sera un autre club du Maghreb, la Renaissance sportive de Berkane du Maroc.

Le club de lushois affrontera, le 8 mai prochain dans son stade de la commune de Kamalondo, la Renaissance sportive de Berkane du Maroc, en match aller de demi-finale de la Coupe de la Confédération. Le retour est prévu pour le 15 mai, en terre marocaine.

Page 5



TP-Mazembe

ÉDITORIAL

Avant, après...

... Puis encore après. Le verdict de la présidentielle française est tombé dimanche dans la soirée. Le chef de l'Etat sortant, Emmanuel Macron, l'emporte avec une marge suffisante de 58,54 %, contre 41,46 % à sa rivale de la précédente compétition de 2017, Marine Le Pen. Une victoire « éclatante » saluée par le vainqueur en toute légitimité. Des quatre coins du monde, les messages de félicitations ont complété la note de satisfaction.

Au premier tour, le 10 avril, Emmanuel Macron affrontait plusieurs candidats. S'il estimait garder ses chances d'accéder au second tour, le nombre écrasant de ses adversaires laissait douter avec qui précisément allait-il disputer cette nouvelle manche. Au bout du compte, le scénario des cinq dernières années s'est reproduit, un débat tendu dans l'entre-deux tours le 20 avril l'a rassuré avant que les électeurs ne le propulsent dans les urnes.

Si le président réélu est en droit de poursuivre sa mission à la tête de son pays, le score de sa concurrente l'interpelle sur la fracture sociale de l'après-scrutin. Au sortir du 24 avril, la France est littéralement scindée en deux. Rarement, en effet, le parti d'extrême droite avait accumulé un tel suffrage lors de l'élection du président de la République. Les quelques manifestations observées à Paris, à Lyon et Rennes, au cours desquelles des cris hostiles à la réélection du candidat de En Marche étaient lancés, alertent sur les défis à venir.

Le temps des célébrations passé, Emmanuel Macron devra se remettre rapidement au travail tant les fronts sur lesquels il s'était engagé lors de l'exercice passé sont toujours ouverts. Nous avons parlé de la fracture interne, nous pouvons y en ajouter d'autres parmi lesquels figurent le conflit ukrainien et ses nombreuses conséquences sur les relations internationales. Lors du débat entre les deux candidats, l'Afrique n'a pas spécialement été citée, ni par les animateurs ni par les débatteurs eux-mêmes.

Pourtant, qu'on le veuille ou non, la relation franco-africaine est au cœur des questionnements du monde actuel. Il suffit d'observer comment l'engagement de Paris sur le continent soulève quelques passions. Parce que les deux partenaires ont une longue histoire commune, parce qu'il leur revient de s'y pencher avec les meilleures intentions pour la rendre mutuellement bénéfique. Après le scrutin, beaucoup reste à faire...

Le Courrier de Kinshasa

SANTÉ

Le PEV lance la semaine de vaccination sur toute l'étendue du territoire national

Le Programme élargi de vaccination (PEV) a été lancé, le 25 avril à son siège dans la commune de la Gombé, à Kinshasa, au cours d'une conférence de presse.



Le directeur du PEV, Dr Aimé Cikomola

Aux chevaliers de la plume, le médecin directeur du PEV, Aimé Cikomola, a fait savoir que la vaccination et le nombre des services pendant la semaine ont été accélérés. « L'année passée, il y a eu environ six cent trois mille enfants qui n'ont pas été vaccinés. Et cette année, au premier trimestre, il y a eu cent mille enfants qu'on a pas pu atteindre », a-t-il fait savoir. Pour cette semaine, il a souligné que le PEV compte énormément sur l'apport de la presse et des autorités du pays pour une forte sensibilisation. Pour lui, cette campagne étant organisée chaque année, il n'est jamais tard pour récupérer les enfants et pour atteindre les non vaccinés, le PEV accélérant la sensibilisation des plaidoyers. Le thème retenu pour cette semaine de vaccination est « Longue vie pour tous ». De l'avis du médecin directeur du PEV, grâce à

la vaccination, on est protégé contre les maladies. Concernant les enfants se trouvant dans l'est du pays, plus particulièrement dans des coins où sévissent des conflits, l'orateur a rassuré qu'ils ont toujours été vaccinés bien que pas comme le programme le souhaite. « Nous avons des cas comme cela, surtout dans des milieux reculés de Kinshasa où il n'est toujours pas facile de vacciner, mais on y arrive quand même », a-t-il poursuivi. Selon le Dr Aimé Cikomola, la demande des soins a chuté quant à la perception de la vaccination par la communauté, d'où le PEV insiste sur l'aspect communicationnel pour voir si les parents vont reprendre confiance. Il sied de rappeler que le vaccin contre la covid-19 sera intégré dans ce programme de la semaine et il y a une première dose d'environ un million de vaccins. Il y a eu 199 737 000 vaccinés soit

2,22%.

Il y a eu une deuxième dose de 12 236 vaccins et 62 737 personnes qui ont pris la dose unique, soit 1,38% complètement vaccinés. Sur cet aspect, l'orateur a reconnu qu'il y a encore du travail et compte sur les médias pour sa poursuite. Parmi les vaccins, il y a le BCG qui protège contre la tuberculose, le VPO qui est un antipolio oral, un vaccin combiné qui protège contre cinq types de maladies dont le tétanos, l'hépatite B et C. Le BVV 13 est un vaccin contre la pneumonie, la diarrhée à rotavirus, contre la rougeole et la fièvre jaune. « Tous ces vaccins sont repris dans le calendrier vaccinal », a-t-il dit. Pour cette année, il y aura une deuxième dose du vaccin contre la rougeole et la poliomyélite, ainsi que les vaccins TD, (tétanos et Diéterle) pour les femmes enceintes.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

POURPARLERS DE PAIX À NAIROBI

Une dernière chance accordée aux groupes armés

Décidément, le dernier passage du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, dans la capitale kenyane, aura laissé des traces. Les discussions engagées, le 21 avril, à Nairobi, en marge du sommet des chefs d'Etats et de gouvernement de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), se sont notamment cristallisées autour des violences des groupes armés qui sévissent à l'est de la RDC.

Le président Félix Tshisekedi, ses homologues Yoweri Museveni de l'Ouganda, Evariste Ndayishimiye du Burundi, Uhuru Kenyatta du Kenya et le ministre rwandais des Affaires étrangères représentant Paul Kagame, ont saisi cette opportunité pour entrevoir, sur la base des échecs des programmes précédents, de nouveaux schémas susceptibles de ramener définitivement la paix à l'est de la RDC en proie aux violences récurrentes. C'est sur ces entrefaites qu'une rencontre consultative entre le gouvernement de la RDC et les groupes rebelles, présentée comme « un rendez-vous crucial pour l'issue du conflit à l'Est », a été convoquée. Le vendredi 22 avril, le président Félix-Antoine Tshisekedi, pourtant présenté la veille comme le principal interlocuteur de ces groupes armés, a regagné Kinshasa le même jour, laissant le groupe d'experts désigné à cet effet poursuivre le processus sous la facilitation du pays hôte avec l'assistance du bureau de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU. La partie gouvernementale est bien représentée à ces discussions. On note dans les rangs, la présence du mandataire spécial Serge Tshibangu, du coordonnateur du Mécanisme national du suivi des accords, Claude Ibalanky, et du conseiller militaire du chef de l'Etat, le général François Kabamba. Un secrétariat technique coprésidé par la RDC, le Kenya par l'envoyé spécial du président Uhuru Kenyatta ainsi que par les délégués de chaque pays membre de l'EAC, est à pied



Le processus lancé à Nairobi devra aboutir à une paix durable à l'est de la RDC

d'œuvre pour recenser les revendications des groupes armés locaux actifs particulièrement au Nord-Kivu, sud-Kivu et en Ituri.

Ni négociations, ni compromission

Le chef de l'Etat congolais n'a pas quitté Nairobi sans pour autant exprimer ses attentes en rapport avec ce dialogue. Pour Félix-Antoine Tshisekedi, « cette main tendue envers des compatriotes engagés dans une lutte armée contre leur pays n'est pas une table ronde de négociations ni de compromissions ». Ce processus, dans son entendement, devrait s'inscrire dans la droite ligne du Programme DDR-CS qui définit les limites du tolérable.

Il a également plaidé pour la matérialisation du processus de reddition inconditionnelle qu'il considère, par ailleurs, « comme une dernière chance donnée à ces groupes armés locaux à déposer immédiatement les armes et

à s'engager dans le processus de réinsertion sociale ». Faute de quoi, « l'option militaire régionale soutenue par tous va les y contraindre ».

Autre attente du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi : un cessez-le feu immédiat assorti de la présentation par chaque groupe de la structuration de son mouvement (cadres, effectifs des troupes combattantes et type d'armes) en vue de préparer les conditions de leur prise en charge après la reddition inconditionnelle et la réinsertion sociale. Quant aux groupes armés étrangers agissant dans la région, il est à noter qu'une des résolutions du sommet de l'EAC a consisté à mettre en place une force régionale pour les neutraliser « avec effet immédiat ». Ces groupes armés étrangers ont aussi été appelés à déposer les armes immédiatement et à rentrer dans leurs pays d'origine respectifs.

Ouverte le vendredi 22 avril dans

un hôtel de Nairobi après un premier report à la suite des difficultés logistiques et ce, en présence de toutes les parties (facilitation, groupes armés, observateurs et experts du gouvernement), la séance inaugurale a été marquée par quelques interventions dont celle du mandataire spécial du chef de l'Etat à ce forum, Serge Tshibangu. Ce dernier a transmis aux participants le message du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui exhorte les groupes armés actifs à l'Est à profiter de l'actuel mécanisme PDDR-CS pour intégrer la vie sociale.

Raison identitaire et d'autodéfense

Pourtant parties sur des chapeaux de roue, ces consultations sur la paix entre le gouvernement de la République et les groupes armés ont connu leur premier couac le samedi en début de soirée. A la base, la reprise des hostilités par le M23 dans le Nord-Kivu. Les délégués du gouvernement ont, de ce fait, exigé et obtenu de la facilitation Kenyane l'expulsion immédiate de la salle du M23/Makenga.

L'acte 2 s'est joué le dimanche 25 avril avec la présence de groupes armés supplémentaires arrivés, le samedi soir, à Nairobi. Ils sont venus du Sud-Kivu dans les territoires d'Uvira, de Fizi, de Mwenga et du plateau de Minembwe. Les travaux s'étaient focalisés notamment sur la compilation des revendications (cahiers des charges) de chaque belligérant, en plus de la cartographie et de l'identification

de tous ces mouvements rebelles. Toutes les parties (gouvernement, observateurs et groupes armés) ont favorablement accueilli le message d'encouragement leur transmis par le porte-parole du secrétaire général des Nations-Unies. « Le Secrétaire général prend note de l'approche à deux volets décidée par le Conclave des chefs d'Etat, y compris la formation d'une force régionale et la refonte d'un processus politique inclusif », pouvait-on lire dans le message du secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres. Ce dernier a souligné la nécessité d'une coordination efficace entre la force régionale et la Monusco, indispensable pour assurer la protection des civils.

Pour l'essentiel, tous leurs représentants ont évoqué des raisons identitaires et d'auto-défense face à ce qu'ils qualifient, de manière unanime, de « prédateurs étrangers ». Beaucoup aussi parmi lesdits groupes armés souhaitent leur intégration avec la reconnaissance de leur grade dans l'armée régulière ainsi qu'une bonne prise en charge pour ceux qui auront choisi la vie civile. Disposés à faire avancer ce processus, ils se disent néanmoins prêts à faire des concessions, s'il le faut, au nom de la paix. Constellé par une centaine de groupes armés, l'est de la RDC est l'une des régions les plus instables et meurtries du continent africain. Le processus de dialogue engagé avec les groupes armés locaux a pour objectif de trouver une solution définitive et durable à l'insécurité qui y plane depuis des lustres.

Alain Diasso

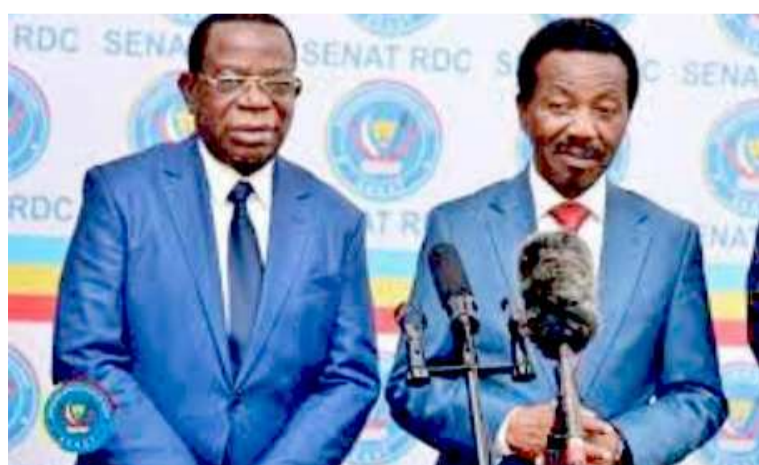
POURSUITES ENGAGÉES CONTRE MATATA PONYO

L'ex-Premier ministre sollicite l'intervention de Christophe Mboso

Augustin Matata demande au président de l'Assemblée nationale d'aider le président du Sénat, Modeste Bahati, dans l'interprétation de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur ces poursuites engagées contre lui.

Dans une correspondance datée du 25 avril adressée au président de la chambre basse du Parlement congolais, Christophe Mboso, le sénateur Augustin Matata Ponyo regrette la mauvaise interprétation, par le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, de l'arrêt RP 0001 de la Cour constitutionnelle sur des poursuites engagées contre lui. « Malheureusement, votre homologue du Sénat, l'honorable Modeste Bahati, pense le contraire. Réagissant à mon intervention au cours de la Plénière du 9 décembre 2021, l'honorable président avait soutenu que l'arrêt RP 0001 de la Cour constitutionnelle du 15 novembre 2021 me concernant ne pouvait pas être appliqué par le Sénat. Il avait même ajouté, ce qui est grave, que la Cour constitutionnelle avait mal interprété l'article 164 de la Constitution.

Heureusement, l'honorable Boshab, professeur de droit constitutionnel, avait indiqué que le président du Sénat avait fait une interprétation erronée de cet article de la Constitution », a écrit l'ancien Premier ministre. Et de demander au président de l'Assemblée nationale d'aider son homologue du Sénat à bien interpréter ledit arrêt. « Au regard de cette contradiction flagrante au sommet de deux grandes institutions de la République et en vue de préserver la crédibilité de ces dernières d'une part, ainsi que de la Constitution et de la Haute Cour d'autre part, je vous saurai gré de bien vouloir aider le président du Sénat à une meilleure interprétation de l'Arrêt RP 0001 de la Cour constitutionnelle », a-t-il suggéré dans cette correspondance dont le média en ligne Sept sur sept.cd a fait écho.



Modeste Bahati et Christophe Mboso DR

Pour Matata Ponyo, en référence à cet arrêt, toutes les poursuites engagées à son encontre par le procureur général près la Cour constitutionnelle sont non conformes à la Constitution, et donc nulles de plein droit conformément à l'article 168, alinéa 2 de cette loi. Le sénateur Matata a, par ailleurs, fé-

licité le président de la chambre basse du Parlement congolais, pour avoir soutenu, contrairement à Modeste Bahati, que les décisions de la Cour constitutionnelle sont sans appel. « En effet, réagissant à l'intervention de l'honorable Daniel Safu lors de la plénière du 22 avril 2022, vous avez dit en

substance que les décisions de la Cour constitutionnelle sont sans appel et ne peuvent être discutées par le Parlement, ce qui est conforme à l'article 168 de la Constitution, alinéa 1, qui stipule que « les arrêts de la Cour constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours et sont immédiatement exécutoires. Ils sont obligatoires et s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives et juridictionnelles, civiles et militaires ainsi qu'aux particuliers », a écrit Matata Ponyo dans cette correspondance.

Le média en ligne Sept sur sept.cd, citant l'ancien Premier ministre Matata Ponyo, a indiqué que Christophe Mboso a fait cette déclaration lors de l'intervention au cours de la plénière du 22 avril, du député national Daniel Safu.

Lucien Dianzenza

VILLE DE KINSHASA

Le gouverneur Gentiny Ngobila inspecte les différents chantiers routiers

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila, a montré sa détermination à offrir aux Kinois une voirie urbaine digne et à la hauteur de leur mégapole qui compte plus de quinze millions d'habitants.

Le chef de l'exécutif provincial a inspecté, le 23 avril, les différents chantiers routiers de la capitale pour se rendre compte de l'avancement des travaux. Il en a profité afin de donner des orientations claires pour la mise en œuvre de sa vision sur la voirie de la capitale.

Dans sa ronde, Gentiny Ngobila a commencé par l'avenue Mpozo, à Matonge, dans la commune de Kalamu, où il a constaté la construction des maisons sur les ouvrages de drainage d'eau. Sur place, il a instruit le bourgmestre de cette municipalité, Jean-Claude Kadima, à identifier toutes ces constructions anarchiques en vue d'une opération de démolition. À quelques encablures de Mpozo, l'autorité urbaine a visité l'avenue Oshwe dont une bonne partie se trouve dans un état de

délabrement avancé, avec des eaux stagnant sur la chaussée. Il a demandé à ses collaborateurs techniques de faire rapidement une étude pour remettre ce tronçon en bon état.

Gentiny Ngobila a ensuite inspecté les travaux de réhabilitation de l'avenue Bongolo. Il a aussi visité le pont moderne jeté sur la rivière Kalamu, qui attend la fin des travaux de la chaussée Bongolo pour son ouverture aux usagers. Au chantier de l'avenue Kikwit, le gouverneur s'est rendu compte que dans la partie de la commune de Makala, l'expropriation s'impose. Ici, il a échangé avec certains riverains qui ont accepté volontiers de casser quelques murs de leurs parcelles pour ouvrir la route. Le gouverneur a salué ce geste plein de sens patriotique, tout en invitant les autres à emboîter le pas. Visitant l'autre rive dans la commune de Ngaba, il s'est dit satisfait de l'évolution des travaux.

Deux ponts modernes à jeter sur la route Kikwit



Le gouverneur Ngobila lors de l'inspection des chantiers routiers

Il est noté que deux ponts modernes doivent être construits sur la route Kikwit. Longue de 3,5 km, cette avenue qui subit des travaux de construction pour la toute première fois de l'histoire de la ville de Kinshasa part de la deuxième entrée de la Foire internationale de jusque

sur l'avenue Libération, séparant les communes Ngiri-Ngiri et Bandalungwa. Cette route va traverser plusieurs communes dont Limete, Lemba, Ngaba, Kalamu, Makala et Ngiri-Ngiri. Le gouverneur de la ville a bouclé sa tournée par Limete/6^e rue résidentielle, où il s'est

imprégné de l'aménagement de cette emprise publique longeant le boulevard Lumumba. Dans cette ronde, il était accompagné de son ministre chargé des Infrastructures et Travaux publics ainsi que de son conseiller technique.

Lucien Dianzenza

THE WORLD'S 50 BEST RESTAURANTS AWARDS

Dieuveil Malonga lauréat du Prix "Champion du changement"

Le chef cuisinier originaire du Congo Brazzaville fait partie des quatre personnalités ayant reçu le prix "Champion du changement" qui « reconnaît et célèbre les héros méconnus du secteur de l'hôtellerie et de la restauration qui mènent des actions significatives et créent des plans pour un monde meilleur ».

L'organisation internationale « 50 Best » a annoncé, le 25 avril, ses trois champions du changement 2022 des héros de l'hôtellerie qui créent un changement positif pour leurs communautés par leur travail. Ce prix, lancé pour célébrer les héros méconnus du secteur, est décerné cette année à deux personnes et à une paire qui mènent des actions significatives et créent des plans pour un meilleur secteur de l'hospitalité.

Les trois lauréats, indique-t-on, vont bénéficier d'un don substantiel en faveur de leurs causes, leur permettant de continuer à développer des initiatives et à soutenir les progrès à long terme dans la sphère de la restauration et de l'alimentation.

Cuisine Afro-fusion

L'un des lauréats est le chef Dieuveil Malonga, 30 ans, fondateur en 2020 du restaurant Meza Malonga à Kigali, au Rwanda. Il s'est donné pour mission d'« écrire une nouvelle histoire de la gastronomie qui a ses racines en Afrique et de contribuer à établir davantage la cuisine africaine en tant que gastronomie ».

Né au Congo (Brazzaville), Dieuveil Malonga est arrivé en



Dieuveil Malonga et des jeunes chefs cuisiniers

Allemagne à l'âge de 13 ans, puis à Marseille, avant de retourner dans son Congo natal à 20 ans, où il a immédiatement été inspiré par les jeunes qu'il a rencontrés. Le chef en herbe voyageait à travers le continent pour rechercher et affiner son concept de cuisine Afro-fusion. Sa quête pour créer un pont culinaire entre les saveurs africaines et la cuisine occidentale l'a amené à visiter trente-huit des cinquante-quatre États africains. Mais ce dont il a été témoin au cours de ses voyages a changé le cours de sa vie. « En parcourant l'Afrique d'est en ouest pour promouvoir l'Afro-fusion et partager ma passion pour l'Afrique et sa riche cuisine, j'ai été fasciné par l'immense

désir de centaines de jeunes chefs de réinventer la cuisine africaine. Enthousiastes, créatifs, déterminés, ces talents des métiers de la table n'aspirent qu'à une chose : universaliser la gastronomie africaine. Mais leur parcours est jonché d'embûches. Entre manque d'outils performants, difficultés d'accès aux produits, recherche de compétences nouvelles, préjugés sociaux, les chefs en Afrique peinent à s'illustrer », a expliqué Dieuveil Malonga.

« Chefs in Africa »

En vue de donner de la visibilité aux jeunes chefs en Afrique, Dieuveil Malonga a lancé la plateforme « Chefs in Africa » qui compte déjà

plus de 4 000 membres. Objectif : mettre en lumière les faiseurs de la gastronomie africaine. « Grâce à cet espace de partage, les nouveaux acteurs des métiers de la table viennent raconter leurs parcours, exprimer leurs philosophies culinaires et saisir des opportunités pour dynamiser leurs carrières », a dit le chef Malonga. En outre, la plateforme en ligne aide les chefs à surmonter des obstacles tels que la discrimination et le manque de formation, d'emploi et d'équipement.

« Chefs in Africa » met en relation des institutions gouvernementales, des centres de formation et des entreprises avec des chefs professionnels et de jeunes étudiants ou apprentis culinaires de tout le

continent à la recherche d'une expérience professionnelle.

Meza Malonga

Passionné par la promotion de son interprétation personnelle de la diversité des cuisines africaines, Dieuveil Malonga s'est installé à Kigali, au Rwanda, en 2020, pour ouvrir son premier restaurant, Meza Malonga. Au cœur de ce restaurant se trouve un programme de formation culinaire qui, chaque année, permet à dix chefs en herbe de recevoir des bourses, d'acquérir des compétences culinaires essentielles et de suivre des cours d'anglais, pour les aider à diffuser leur message dans le monde. Dieuveil Malonga prévoit de déménager son restaurant dans un site plus grand à Musanze, également au Rwanda, en 2023, où il travaille avec des agriculteurs locaux pour cultiver déjà des ingrédients durables et où il prévoit d'étendre le programme de formation à quinze jeunes cuisiniers par an.

Le don qu'il va recevoir grâce au Prix « Champions du changement » va permettre de financer ce projet. Le nouveau restaurant vise également à promouvoir le développement du tourisme culinaire dans les zones rurales par le biais de cours de cuisine et d'événements gastronomiques. Pour Dieuveil Malonga, la transmission est la clé d'un avenir meilleur. « Je suis honoré d'être nommé champion du changement et je continuerai à nourrir la passion et le talent des chefs africains », a-t-il indiqué.

Patrick Ndungidi

FONDS MONDIAL SUR LES MALADIES ESSENTIELLES

Jean-Jacques Mbungani nouveau représentant de l'Afrique centrale et de l'ouest

A la tête d'une délégation des membres de son cabinet ministériel, Jean-Jacques Mbungani Mbanda est arrivé le 24 avril à Addis-Abeba, en Ethiopie, où il va participer aux deuxième et troisième réunions conjointes BCA-Onusida du Fonds mondial.

« Il s'agit donc du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida. Cette revue est importante par ce qu'elle nous permettra d'évaluer les avancées et relever les défis à améliorer pour l'année qui vient. Également en marge de cette revue, se tiendra le Conseil d'administration pour la région africaine du Fonds mondial, Conseil d'administration dont je suis membre pour la région de l'Afrique du centre et de l'ouest, et également ma suppléante », a indiqué Jean-Jacques Mbungani. Le ministre de la Santé a, par ailleurs, souligné qu'il

aura remise et reprise entre l'équipe sortante et entrante de ce Conseil pour la région africaine du Fonds mondial.

« C'est vraiment un fait marquant et important parce qu'aujourd'hui, nous sommes dans le Conseil d'administration pour la région africaine du Fonds mondial. En ce qui me concerne, je suis administrateur titulaire pour l'Afrique du centre et de l'ouest », a-t-il dit à la presse.

Élu représentant du Fonds mondial pour la région de l'Afrique centrale et de l'ouest en février dernier, le ministre Jean-Jacques Mbunga-

ni entend mouiller son maillot pour remplir efficacement ses nouvelles fonctions.

« C'est avec honneur que j'ai reçu cette désignation à l'issue de l'élection. La charge qui nous sera attribuée est d'être là comme orchestre des fonds alloués pour la lutte contre les trois maladies. Nous devons, de manière équitable, suivre le fonctionnement et également la répartition des fonds pour la gestion du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida », a-t-il ajouté.

Une occasion également pour le nouveau membre

du conseil d'administration du Fonds mondial d'interpeller les décideurs à s'impliquer dans la mobilisation des fonds pour l'éradication de ces trois maladies.

« Nous allons attirer l'attention des chefs d'État africains, parce que cette fois-ci, la nouvelle stratégie du Fonds mondial est que les pays bénéficiaires puissent également contribuer, augmenter leurs parts contributives dans la prise en charge des maladies, surtout le VIH/sida... Le Kenya est un pays d'exemple, la République démocratique du Congo également et nous appelons d'autres

chefs d'État africains à emboîter le pas, pour que les philanthropes africains s'investissent dans cette contribution », a lancé Jean-Jacques Mbungani Mbanda.

Notons que le ministre de la santé est le deuxième Congolais depuis une vingtaine d'années à être élu représentant du Fonds mondial pour la région Afrique du centre et de l'ouest, après le ministre Oly Ilunga.

La réunion d'Addis-Abeba prendra cinq jours, soit du 25 au 29 avril. Plus de quarante pays africains prennent part à ces assises.

Blandine Lusimana

CAF-C2

Mazembe écarte Pyramids d'Egypte

Le Tout Puissant Mazembe a accédé en demi-finale de la Coupe de la Confédération après avoir éliminé Pyramids d'Egypte. Le prochain adversaire du club de Lubumbashi sera un autre club du Maghreb, la Renaissance sportive de Berkane du Maroc.

Le club de Lubumbashi affrontera, le 8 mai dans son stade de la commune de Kamalondo, la Renaissance sportive de Berkane du Maroc, en match aller de demi-finale de la Coupe de la Confédération. Le retour est prévu pour le 15 mai, en terre marocaine. En quarts de finale retour, les Corbeaux du Grand Katanga se sont imposés, le 24 avril sur leur pelouse du temple de Kamalondo, face aux Héritiers des pharaons de Pyramids FC, par deux buts à zéro, après un zéro but partout du match aller au Caire, en Egypte.

Le milieu ivoirien Christian Koffi Kouamé a ouvert la marque pour les joueurs du technicien français, Franck Dumas, à la 33^e mn, se rattrapant après avoir loupé un penalty à la 14^e mn. Le second but a été l'œuvre de l'actuel buteur du club,



Christian Koffi Kouamé a manqué un penalty, mais a marqué le premier but de Mazembe face à Pyramids

Jephté Kitambala, à la 44^e mn, scellant quasiment le sort de la partie. Pour cette rencontre, Franck Dumas a titularisé le gardien de but Siadi Ngusia Baggio, qui a réalisé un match énorme, en enrayant plusieurs

actions de but des Egyptiens. En défense, il y a eu le Zambien Tandi Mwape, Djos Issama Mpeko, Kevin Mondeko et Kabaso Chongo, et au milieu de terrain, Christian Koffi Kouamé, Philippe Kinzumbi et Zemanga Soze.

Le trio d'attaque s'est composé d'Ernest Luzolo Sita, Adam Bossu Nzali et Jephté Kitambala.

L'adversaire en demi-finale est de taille, la Renaissance sportive de Berkane, coachée depuis deux saisons par le tech-

nicien franco-congolais, Florent Ibenge Ikwange. Le club marocain a sorti de son chemin Al Masry d'Egypte. Après une défaite d'un but à deux à Alexandrie, RS Berkane s'est imposé au match retour par un but à zéro, une œuvre de Youssef Fahli sur penalty dès la 7^e mn de jeu. L'ailier international congolais, Chadrac Muzungu Lokombe, a été titulaire au cours de cette partie, avant de céder sa place à la 74^e mn à Youssef Zghoudi. Pour sa part, l'autre Congolais du club, Tuisila Kisinda, a remplacé le buteur Fahli à la 90+3^e mn.

L'autre demi-finale opposera Orlando Pirates d'Afrique du Sud (tombeur de SC Simba de Tanzanie aux tirs butés au match retour) à Al Ahli Tripoli de Libye (vainqueur d'Al Ittihad également de Libye).

Martin Engimo

SPORT

Léopards football A' : désignation imminente d'un sélectionneur

La Fédération congolaise de football association (Fécofa) va bientôt publier la composition du nouveau staff technique des Léopards A', communément appelés Léopards locaux.

Le nouveau staff technique des Léopards locaux aura la charge de conduire la République démocratique du Congo (RDC) dans les éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (Chan) dont la phase finale est prévu pour 2023 en Algérie. En fait, de la 7^e édition du Chan qui devrait avoir lieu en 2022, mais décalé d'une année à cause de la pandémie de covid-19. Vainqueur de la première édition en 2009 en Côte d'Ivoire et de la quatrième édition en 2016, la RDC n'a plus imposé vraiment sa marque dans cette compétition. A la sixième édition organisée au Cameroun et remportée par le Maroc, le Congo Kinshasa, coaché par Florent Ibenge avec comme adjoint Dauda Lupembe, n'a pas fait mieux que les quarts de finale, éliminé par le Cameroun pays hôte par un but à deux. Avant le début des éliminatoires de cette compétition en juillet 2022, dont le tirage au sort est prévu pour le 28 avril, l'heure presse pour la Fécofa dans l'optique de renouveler rapidement le staff technique. L'on apprend que plus de quarante dossiers de candidature ont été déposés et le service chargé de l'analyse des dossiers auraient retenu quatre candidatures au poste de sélectionneur, trois aux postes d'adjoint, deux au poste d'entraîneur de gardien de but.

Otis Ngoma, profil costaud

Le profil du technicien congolais Otis Ngoma Kondi semble



Otis Ngoma Kondi

faire l'unanimité, laisse-t-on entendre. A moins d'une surprise, l'ancien coach du Daring Club Motema Pembe (DCMP) -où il a presté pendant trois saisons et à chaque fois obtenant la qualification pour une compétition africaine interclubs-semble mieux placé à l'heure actuelle pour la sélection A'. Selon le média en ligne footrdc.com, « la majorité des participants à des réunions tenues à la Fécofa au sujet de la désignation du staff technique a plébiscité Otis Ngoma » ; il serait donc « l'heureux élu », en attendant l'annonce officielle de cette désignation. Mais l'on se doit de connaître ce technicien congolais, parmi la crème actuelle des entraîneurs de la RDC. Né le 22 décembre 1962 à Kinshasa, Otis Ngoma a été footballeur au pays avant de prendre la direction de Brazzaville pour se retrouver en

France où il a assez tôt arrêté à cause d'une vilaine blessure. Mais il est resté dans le milieu de football, se formant jusqu'à devenir éducateur et entraîneur de football. Brièvement, il dispose d'un diplôme Uefa A de la Fédération française de football (FFF), du diplôme CAF A de la Fécofa, d'un brevet d'Etat de football de la FFF, du tronc commun préparation physique, d'un brevet national (France) de secourisme, du certificat de qualification professionnel en gestion d'entreprise (Chambre de commerce) en France. Membre de l'Union nationale des cadres et techniciens du football français (Unecatf), il est aussi membre de l'Association des chercheurs sportifs francophones et formateur des cadres techniques, alors qu'il est aussi participant aux entretiens et journées sciences de l'Insep (France). Otis Ngo-

ma est l'un des rares Africains à avoir entraîné en France, en partant de l'encadrement des jeunes jusqu'à la catégorie sénior. De 2004-2008, il avait les commandes du staff technique d'AC Cambrai en France, jusqu'à faire doubler l'Olympique de Marseille (Ligue 1) en 32^e de finale de la Coupe de France. Il était aussi responsable groupe Espoirs du Centre de formations d'US Valenciennes (VAFC) et adjoint de Bruno Metsu et Robert Dewilder. Entraîneur de Saint-Amand-Les Eaux en division d'honneur en France (2012 et 2015), il a porté ce club jusqu'à porter le club en 32^e de finale de la Coupe de France contre Le Havre (Ligue 2).

Otis Ngoma s'est révélé au public congolais en 2008 avec les Léopards ayant tenu tête à l'équipe de France A' à Marbella en Espagne, avec des joueurs comme Kudimbana, Parfait Mandanda, Joël Sami, Larys Mabilia, Marcel Mbayo, Yousouf Mulumbu, Trésor Lundala, Landu Tubi, Herita Ilunga, Cédric Makiadi, Rodrigue Dikaba, Matumona Zola, Tshiolola, Tambwe Patiyo. En face, c'était une équipe de France avec Steve Mandanda, Hugo Lloris, Boumsong, Mexes, Clichy, Bakari Sagna, Rothen, Alou Diarra, Flamini, Nasri, Djibril Cissé, Jimmy Briand, Menez. Otis Ngoma avait été appelé pour regrouper des jeunes binationaux, coachant le match comme sélectionneur, avec

comme adjoint, un certain Florent Ibenge. En 2010, il a été sélectionneur intérimaire des Léopards, avant la nomination de Robert Nouzaret. Otis Ngoma et Santos Muitubile ont été des adjoints de Robert Nouzaret à la tête des Léopards jusqu'en 2012. De 2014 à 2016, il a fait office de sélectionneur des Léopards U20 de la RDC. Sans s'attarder sur d'autres activités qu'il mène même sur le plan humanitaire, c'est donc un technicien de football formé, formateur, rompu, ayant un vécu sérieux et important du football qui va peut-être les rênes de la sélection A' et apporter ce qu'il a emmagasiné depuis des décennies, disposant du sens du management, de la gestion d'équipe, de la polyvalence et d'adaptabilité, d'écoute et la ténacité.

Selon footrdc.com s'appuyant sur ses sources proches de la Fécofa, les entraîneurs Guy Bukasa et Bertin Maku seraient des favoris pour être les deux adjoints du sélectionneur des A', mais rien ne serait encore décidé. Cependant, affirme le média en ligne, Male Makanzu et l'ancien gardien de but international Paulin Tokala de V.Club auraient été choisis respectivement préparateur physique et entraîneur des gardiens de but des Léopards A'. De toute façon, l'on attend l'annonce officielle de la Fécofa sur le nouveau staff technique des Léopards locaux.

Martin Engimo



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

PRÉSIDENTIELLE FRANCE

Les grands chantiers internationaux qui attendent Emmanuel Macron

Emmanuel Macron a été réélu président de la République française avec 58,2% des voix contre Marine Le Pen (41,8%). Mais des commentaires évoquaient des crises et des attentes nombreuses pour ce nouveau quinquennat.

Emmanuel Macron restera le premier président français à rempiler deux mandats de cinq ans. Il est arrivé en tête du second tour de l'élection présidentielle, avec 58,2% des voix, contre Marine Le Pen, 41,8 % des voix. Dans son discours de circonstance, Emmanuel Macron a reconnu que nombreux Français ont voté « pour faire barrage », ce qui « l'obligeait et imposait de répondre aux colères qui se sont exprimées », affirmant de bénéficier de ses compatriotes pour un « projet républicain, social et écologique de libération des forces culturelles et entrepreneuriales », sans en préciser les contours.

Cinq ans après la première élection d'Emmanuel Macron, la France et le monde ont changé. Plusieurs crises ont eu lieu, notamment celles liées au changement climatique, Ukrainienne, malienne, migratoire, pandémie - Covid-19, etc.

Le conflit russe a fait apparaître une vulnérabilité de l'Europe en matière géostratégique, et la crise malienne fait peser sur la France une inquiétude sur ses relations avec les Etats africains, un continent absent oublié, lors des débats. Ce sont- là, quelques dossiers

internationaux qui attendent le nouveau quinquennat d'Emmanuel Macron.

Election d'Emmanuel Macron et des réactions à l'international

A la suite de sa réélection comme président de la République française, de nombreux dirigeants étrangers ont félicité Emmanuel Macron.

- Au niveau de l'Union européenne et de l'Europe : La présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, s'est réjoui de pouvoir « continuer notre excellente collaboration » ; le président du Conseil européen, Charles Michel, a déclaré : « Bravo Cher Emmanuel Macron. Nous avons besoin d'une Europe solide et d'une France totalement engagée pour une Union européenne plus souveraine et plus stratégique ».

Le chancelier allemand Olaf Scholz a souligné « un signal fort en faveur de l'Europe » ; le Premier ministre italien, Mario Draghi, a salué « une magnifique nouvelle pour toute l'Europe [et] prêt à continuer à travailler ensemble, avec ambition et détermination, au service de nos pays et de tous les citoyens

européens » ; son homologue espagnol, Pedro Sanchez, a vanté « le choix d'une France engagée pour une UE libre, forte et juste. La démocratie gagne. L'Europe gagne » ; et le Belge, Alexander De Croo, a salué le choix des Français en faveur des « valeurs démocratiques et des valeurs des Lumières ». « Je suis impatient de poursuivre notre vaste et constructive coopération au sein de l'UE et de l'Otan, et de renforcer davantage la relation excellente entre nos deux pays », a déclaré le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte.

- Hors Union européenne : le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a déclaré : « La France est l'un de nos alliés les plus proches et les plus importants. Je suis heureux de continuer à travailler ensemble sur les sujets-clés pour nos deux pays et pour le monde » ; alors que le président suisse, Ignazio Cassis, s'est réjoui « de poursuivre [notre] bonne collaboration ».

- Aux Amériques du Nord : Le président américain, Joe Biden, se réjouit « de la poursuite de notre coopération étroite, notamment pour soutenir l'Ukraine, défendre

la démocratie et lutter contre le changement climatique » ; Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a également salué le chef de l'Etat français ; le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a félicité Emmanuel Macron « un vrai ami de l'Ukraine ».

- Autres horizons : Le président chinois, Xi Jinping, a également « félicité » Emmanuel Macron pour sa réélection. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a « hâte de continuer à œuvrer ensemble pour approfondir le partenariat stratégique entre l'Inde et la France ». Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a aussi « hâte de poursuivre l'important partenariat » avec la France.

Félicitations et attentes des pays africains

Le président sénégalais, Macky Sall, également président en exercice de l'Union africaine, a félicité « chaleureusement » Emmanuel Macron et lui a adressé ses « meilleurs voeux de succès dans l'exercice de son second mandat » ; « plus qu'un passé en commun, nos deux pays ont un avenir à construire », écrit le président gabonais, Ali Bongo Ondimba.

Alors que le président ivoirien, Alassane Ouattara, se réjouissant de « poursuivre avec lui le renforcement des liens d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et la France » ; le président du Niger, Mohamed Bazoum, « salue la brillante réélection d'Emmanuel Macron. Son expérience des sujets internationaux en général et du Sahel en particulier en fait un partenaire précieux pour nous dans notre combat contre le terrorisme ». Si le chef de la diplomatie du Togo, Robert Dussey, attend d'Emmanuel Macron « beaucoup plus de consultations, de discussions avec les dirigeants africains », l'ancien ministre ivoirien et secrétaire exécutif du PCDI, Jean-Louis Billon, attend d'Emmanuel Macron « que la France ait désormais une politique africaine beaucoup plus lisible, beaucoup plus attendue ». Du côté du Gabon, Marc Ona, président du mouvement citoyen «Tourmons-la-page-international», appelle Emmanuel Macron « à soutenir les clubs africains, qui se battent pour l'application des règles démocratiques qui sont des règles universelles ».

Noël Ndong

SALUBRITÉ

Nettoyage à l'école primaire Massamba-Débat



Lancement de l'opération de nettoyage/DR

L'association Diata-Château d'eau innovation et la plateforme Butterfly ont effectué, le 24 avril, une opération de salubrité à l'école primaire Massamba-Débat, au quartier Diata.

Selon les responsables des deux structures, le but de cette initiative a été de lancer le slogan « Une école, un champ ». Les deux organisations qui militent pour le développement communautaire estiment que cela permettra de réinstaurer la sécurité dans cet espace. « Certains endroits que nous avons nettoyés permettront aux responsables de l'école de relancer les activités culturelles et une autre partie servira aux femmes, déjà identifiées de mener des activités champêtres », a signifié le président de Diata-Château d'eau Innovation, Alban Kaky.

Rude Ngoma

SOLIDARITÉ

Des étudiants mobilisés pour le don de sang

L'opération qui a démarrée le 22 avril à l'amphi 1600 de l'Université Marien-Ngouabi se poursuit, avec à la clé une centaine de poches de sang à collecter par jour.



La prise de sang chez un étudiant/DR

Justifiant l'intérêt de l'opération qui venait d'être lancée, le coordonnateur des projets santé à Regard d'Afrique, Presley Msengui, a indiqué qu'au-delà de l'amphi 1600, tous les lieux de grande fréquentation sont visés, à l'exemple du grand marché Total, à Baccongo, le grand marché Mikalou à Talangai, la place CNRTV, le rond-point Makélékélé... Le chef de service communication

du Centre national de transfusion sanguine (CNTF), Louis Norbert Yombo, a indiqué à la presse « qu'il s'agit là de la continuité de l'activité qui s'était passée la dernière fois » précisant que « l'Université Marien-Ngouabi est un nid de jeunes personnes, le plus souvent habiletées à donner du sang, parce qu'elles sont souvent en bonne santé physique apparente. Ce qui est déjà le cri-

tère de sélection ».

Il a ajouté qu'il s'agit d'un premier pas, ce projet devant être disséminé dans tous les coins stratégiques de la ville de Brazzaville, de Pointe-Noire et pourquoi pas à l'intérieur du pays.

Notons qu'à l'Université Marien-Ngouabi, les initiateurs de l'opération prévoient de collecter 100 à 150 poches de sang par jour.

Guillaume Ondze

PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

L'Afrique salue la réélection d'Emmanuel Macron

Le président français, Emmanuel Macron, a été réélu le 24 avril avec 58,54% des voix face à Marine Le Pen (41,46%). Une victoire saluée par l'Union africaine (UA) et plusieurs dirigeants du continent.

L'UA, par la voix de Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, a félicité le président français, Emmanuel Macron, pour sa « brillante » réélection, appelant à poursuivre l'établissement de « relations renouvées et mutuellement avantageuses » entre la France et l'Afrique.

Le président sénégalais, Macky Sall, a félicité « chaleureusement » le président Emmanuel Macron pour sa victoire, lui adressant ses « meilleurs vœux de succès dans l'exercice de son second mandat ». Le Nigérien Mohamed Bazoum a également salué la « brillante réélection » de son homologue français. Alassane Ouattara a adressé aussi ses « chaleureuses félicitations » à Emmanuel Macron, se réjouissant « de poursuivre avec lui le renforcement des liens d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et la France ». Il en est de même pour le président gabonais, Ali Bongo, qui applaudit la « brillante réélection » de son homologue français.

Mais en Afrique tous ne sont pas aussi enthousiastes et les attentes sont nombreuses. La société civile gabonaise, par exemple, demande à Emma-



Le président français, Emmanuel Macron,

nuel Macron de « rompre vraiment avec la Françafrique et de soutenir les démocraties sur le continent ». En Côte d'Ivoire, Jean-Louis Billon, ancien ministre ivoirien et secrétaire exécutif du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (de l'ancien président Henri Konan Bédié), a dit attendre d'Emmanuel Macron « une politique plus claire et davantage dictée par les intérêts du continent ».

Au Togo aussi, on ne cache pas certaines attentes. Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, qui a félicité au

passage le président français, réclame « plus de consultations », ajoutant : « C'est ce que nous souhaitons pour le prochain mandat du président Macron ».

L'Europe applaudit...

La victoire du président français a été également applaudie dans les capitales européennes qui ont souligné les défis à venir pour Emmanuel Macron.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, qui représente les États membres, s'est félicité que l'Europe puisse « compter sur la France cinq

ans de plus ». « Je me réjouis de pouvoir continuer notre excellente coopération. Ensembles, nous ferons avancer la France et l'Europe », a abondé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Le Premier ministre italien, Mario Draghi, a salué « une magnifique nouvelle pour toute l'Europe ». Enthousiasme partagé par le dirigeant social-démocrate allemand Olaf Scholz. « Tes électeurs ont envoyé aujourd'hui un signal fort en faveur de l'Europe. Je me ré-

jouis que nous poursuivions notre bonne collaboration ! », a-t-il dit à l'endroit du président réélu.

Vladimir Poutine de la Russie a également salué la réélection d'Emmanuel Macron en le félicitant et lui souhaitant du « succès ». Pour sa part, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est dit « heureux de continuer à travailler » avec Emmanuel Macron. Quant au Premier ministre belge, Alexander De Croo, il a salué le « choix fort » des Français contre l'extrême droite.

En dehors des frontières de l'Europe, le président américain, Joe Biden, a félicité son homologue français, affirmant que leurs deux pays continueraient à coopérer pour « défendre la démocratie ». De son côté, le président chinois, Xi Jinping, a envoyé un message à son homologue français, le félicitant de sa réélection.

Par ailleurs, en France, des centaines de manifestants se sont réunis dans plusieurs villes (Lyon, Nantes, Marseille, Rennes, Paris...), en signe de protestation après la victoire d'Emmanuel Macron. Plusieurs incidents ont éclaté et des personnes ont été interpellées.

Yvette Reine Nzaba

L'Union africaine félicite Emmanuel Macron pour sa réélection

L'Union africaine (UA) a félicité lundi le président français, Emmanuel Macron, pour sa « brillante » réélection après sa victoire dimanche face à la candidate d'extrême droite, Marine Le Pen, appelant à poursuivre l'établissement de « relations renouvées et mutuellement avantageuses » entre la France et l'Afrique.

« J'adresse mes chaleureuses félicitations au président Emmanuel Macron pour sa brillante réélection », a écrit sur Twitter Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'UA.

« Je suis heureux de poursuivre avec lui notre engagement pour bâtir entre l'Afrique et la France, et plus largement l'Europe, des relations renouvées et mutuellement avantageuses », a-t-il ajouté.

De son côté, le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno, très engagé dans la lutte contre le jihadisme au Sahel, a également fé-

licité Emmanuel Macron pour sa « brillante » réélection qui « cristallise un couronnement de son action politique interne et de son engagement international ».

Le président sortant a été

Au cours de son premier mandat, Emmanuel Macron a dit vouloir dépoussiérer la relation entre la France, ancienne puissance coloniale, et le continent, s'adressant particulièrement à la jeunesse, notamment lors du

- mais pas de chefs d'Etat - ont été invités à Montpellier (sud) pour une rencontre entre sociétés civiles africaine, française et de la diaspora, sur des sujets économiques, culturels et politiques.

seaux d'influence.

En février, sur fond de sentiment anti-français et au terme d'une longue crise, la France et ses partenaires européens ont officialisé leur retrait militaire du Mali, qui a connu deux coups d'Etat depuis août 2020.

Le même mois, le chef de l'Etat avait appelé à une nouvelle alliance entre l'Europe et l'Afrique, à la veille d'un sommet Union européenne-Union africaine à Bruxelles, et alors que se multipliaient en Afrique les critiques et dénonciations de l'action de la France au Sahel.

« J'adresse mes chaleureuses félicitations au président Emmanuel Macron pour sa brillante réélection »

reconduit à la présidence de la France avec plus de 58,5% des voix, contre 41,4% pour Marine Le Pen, qui a enregistré un score historique passant pour la première fois la barre des 40%.

discours de Ouagadougou en novembre 2017 où il avait promis une rupture dans la politique française en Afrique.

En octobre 2021, des entrepreneurs, artistes, sportifs

La présidence française avait alors dit vouloir « sortir des formules et des réseaux obsolètes ». En clair, rompre, encore et toujours, avec la « Françafrique », ses pratiques opaques et ses ré-

CITOYENNETÉ

Les Nations unies et la Banque mondiale vont aider le Congo à combattre les antivaleurs

Les agences du système des Nations unies au Congo et la Banque mondiale ont donné, les 21 et 22 avril à Brazzaville, au ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, Jean Rosaire Ibara, leur accord de principe pour accompagner le gouvernement dans la lutte contre les antivaleurs et d'autres comportements déviants dans l'administration publique.

Créé pour combattre les valeurs négatives qui gangrènent l'administration congolaise, le ministère du Contrôle d'Etat a initié une démarche novatrice orientée vers la gestion axée sur les résultats (GAR). Une approche visant à améliorer de manière significative la qualité du service public au Congo.

A cet effet, le ministre du Contrôle d'Etat, Jean Rosaire Ibara, a sollicité l'appui des Nations unies et de la Banque mondiale dans ce combat qu'il a engagé pour éradiquer les antivaleurs, un phénomène grandissant dans l'administration publique congolaise.

« Le système des Nations unies intervient dans les pays à la demande du gouvernement. Ayant la charge du contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, avec de grands projets à réaliser, nous avons donc, à la demande du gouvernement, sollicité l'expertise des Nations unies et de la Banque mondiale, pour nous accompagner dans l'accomplissement de cette mission », a souligné le ministre Jean Rosaire Ibara.



Jean Rosaire Ibara présidant la réunion/DR

Pour le coordonnateur des agences du système des Nations unies au Congo, l'approche proposée par le ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique est fondamentale et mérite d'être soutenue par son institution.

« Monsieur le ministre nous a briefés sur les missions de son département, créé pour lutter contre les antivaleurs. Nous avons, surtout, voulu

connaître ses axes d'intervention et sa vision des choses, qui est en phase avec celle du président de la République, consistant à améliorer la gouvernance publique et les services de l'Etat. C'est un sujet qui nous tient à cœur; pour lequel le système des Nations unies a de l'expérience. Nous sommes largement satisfaits et décidons d'accompagner le gouvernement, afin qu'il améliore la qualité de ses services », a réagi Chris Mburu.

Sept stratégies et six projets à réaliser dans l'agenda 2022

Présentant son département ministériel, Jean Rosaire Ibara a fait savoir aux partenaires que celui-ci est orienté vers sept finalités stratégiques. Il s'agit, entre autres, de doter l'administration congolaise d'un cadre de référence d'exercice du contrôle administratif, par l'élaboration d'un dispositif de contrôle interne. Un organe constitué de plusieurs composantes qui sont chargées

de la gestion des risques; du contrôle permanent des opérations; de la conformité et de l'audit interne.

Ces stratégies visent aussi à opérationnaliser la gestion axée sur les résultats, par la mise en place d'un système de management de la performance dans l'administration publique ainsi que l'élaboration d'une stratégie de lutte contre les antivaleurs.

S'agissant des défis à relever, le ministre en charge du Contrôle d'Etat a inscrit six projets qu'il estime prioritaires au titre de cette année. Ils portent sur la réalisation d'un état des lieux sur le contrôle interne dans l'administration publique ; la réalisation d'une étude sur la qualité du service public dans l'administration publique ; l'élaboration des politiques du ministère et des stratégies de lutte contre les antivaleurs. De même, il tient à l'acquisition, cette année, d'un parc automobile digne et à la création de son site web.

Précisons que la délégation de la Banque mondiale a été conduite par Ousmane Bachir Déomé.

Firmin Oyé

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le génie créateur des jeunes au cœur de la 22^e journée

Placée sur le thème « La propriété intellectuelle et les jeunes : innover pour un avenir meilleur », la vingt-deuxième Journée mondiale de la propriété intellectuelle, célébrée le 26 avril de chaque année, met l'accent sur le génie créateur des jeunes.

Initié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'événement est une occasion de discuter de la propriété intellectuelle et d'expliquer de quelle manière elle contribue à l'épanouissement de la musique et des arts, tout en stimulant l'innovation technique. Cette année, il s'agit, en effet, de célébrer le génie créateur des jeunes ; de les encourager à être créatifs ; d'informer et sensibiliser la population sur le bien-fondé de l'innovation et de la créativité.

Dans sa déclaration y relative, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes, a indiqué que la politique de la propriété intellectuelle est un moyen de créer un environnement propice à l'innovation et à l'investissement. L'innovation, a-t-il dit, est construite sur une solution technique antérieure qu'elle développe ou transforme. « Cette année, la Journée mondiale de la



Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes délivrant le message/DR

propriété intellectuelle magnifie le génie créateur des jeunes qui, partout dans le monde, relèvent les défis de l'innovation et utilisent leur énergie, leur ingéniosité, leur curiosité et leur créativité pour tracer la

voie vers un avenir meilleur... Les jeunes constituent une source incroyable et largement inexploitée d'ingéniosité et de créativité. », a déclaré le ministre Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes.

A en croire ses propos, le système de la propriété intellectuelle est d'un grand intérêt pour les jeunes créateurs du Congo car, il leur permet d'exister à travers la réalisation de leurs œuvres, notamment les inventions, les modèles d'utilité, les marques de produits et de service, les dessins et modèles industriels, les livres et la musique. La protection des inventions et innovations réalisées par ces jeunes s'inscrit donc en bonne place dans le processus d'encouragement de l'activité inventive. « Les jeunes sont les innovateurs, les créateurs et les entrepreneurs de demain... Ils grandissent dans un monde connecté dans lequel la frontière entre le monde physique et numérique est quasi inexistant », a fait savoir le ministre.

Pour ce faire, afin d'encourager l'activité inventive des jeunes créateurs, les déposants à faibles revenus des Etat membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

en demande de brevets auront à s'acquitter, au moment de leurs dépôts, de 10% de taxe de dépôt avec une prise en charge de la taxe de publication par l'OAPI, soit 22 500 FCFA sur 585 000 FCFA. De même, le gouvernement congolais a quant à lui décidé qu'à compter du 1er juillet au 31 décembre 2022, les dépôts des demandes de brevets seront gratuits. Il annonce également la création d'une structure administrative dénommée Office congolais de la propriété industrielle.

« Dans un monde où la croissance économique des pays dépend de plus en plus de la créativité et des connaissances, nous devons accorder une attention et une place grandes à la créativité et à l'innovation pour promouvoir la recherche, afin de faire profiter à notre pays le génie créateur de ses jeunes », a estimé le ministre Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes.

Gloria Imelda Lossele

SANTÉ PUBLIQUE

Le vaccin contre le paludisme désormais disponible au Congo

« Le paludisme est la première cause de consultation, d'hospitalisation et de mortalité au Congo », a indiqué le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, dans la déclaration du gouvernement lue le 24 avril, en prélude de la célébration de la Journée internationale de lutte contre le paludisme commémorée sur le thème « Exploiter l'innovation pour réduire la charge de morbidité du paludisme et sauver des vies »

Au Congo, le paludisme demeure un problème de santé publique car toute la population est exposée au risque de le contracter. Le taux de consultation est de 69,8%, celui d'hospitalisation est de 64,8% et de mortalité à 18,4%, d'après les données statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé.

Pour les moins de 5 ans, le paludisme représente 52,8% des causes de consultation externe; 44,1% des causes d'hospitalisation et 28% des causes de décès au niveau des hôpitaux. Les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans constituent les groupes les plus vulnérables. « Aujourd'hui au Congo, en sus des stratégies de lutte connues, les traitements efficaces, le vaccin contre le paludisme est désormais



Le ministre de la santé rendant publique la déclaration du gouvernement sur le paludisme / Adiac disponible, les experts sont à l'œuvre pour l'intégration de celui-ci dans les programmes élargis de vaccination », a annoncé le ministre.

La quinzième édition de la Journée internationale de lutte

contre le paludisme a été commémorée sous le slogan « Ensemble et avec l'effort de tous, l'élimination du paludisme est possible ». La célébration de cette journée a été également l'occasion pour chaque

citoyen de s'interroger sur ses activités au quotidien pour venir à bout de cette maladie dans son environnement.

Le ministre Gilbert Mokoki a rappelé également la politique et les stratégies mises en place par le gouvernement pour la lutte contre le paludisme. Parmi celles-ci, figurent la gratuité du traitement préventif intermittent chez la femme enceinte depuis 2008, la gratuité du traitement du paludisme simple et grave chez les enfants de moins de 5 ans depuis février 2008, la réduction du coût du diagnostic et du traitement de paludisme simple dans les formations sanitaires à moins de 1500 F CFA. Par ailleurs, il a annoncé le programme d'activités de 2022 dans le cadre de la lutte contre le paludisme : la distribution

de 87 414 antipaludiques et 4 138 tests de diagnostic rapide du paludisme dans les formations sanitaires publiques et les structures privées à but non lucratif au premier trimestre, afin de garantir un traitement précoce et efficace ainsi que l'installation du programme et son équipement grâce à l'appui de Catholic relief services ainsi que la distribution gratuite des moustiquaires imprégnées en août.

Toutefois, le ministre a souligné que beaucoup d'efforts restent encore à faire. Pour la période 2021-2023, des ressources financières additionnelles sont attendues pour financer la lutte contre le paludisme à travers la campagne « Zéro palu, je m'engage ».

Lydie Gisèle Oko

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Les partenaires disposés à accompagner le Pasec

Après avoir pris connaissance des résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (Pasec), les agences du système des Nations unies, y compris la Banque mondiale, se disent prêtes à apporter leur appui en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire au Congo.

Le responsable national du Pasec, Massembo Balou, a présenté les résultats de l'enquête du Pasec 2019 aux différents partenaires qui accompagnent le pays dans le secteur de l'éducation. L'enquête a essentiellement porté sur les performances de l'enseignement-apprentissage au primaire. Il en ressort que les élèves du CP2 sont performants en mathématiques et en français contrairement à ceux du CM2.

« En 2019, le niveau des élèves en classe de CP2, concernant la langue d'apprentissage, est de 63,3% conférant ainsi au Congo le troisième rang par rapport au niveau des pays africains. En mathématiques, la performance est chiffrée à 86,3%. Par contre, les élèves du CM2 ont atteint 71% en langue d'apprentissage et 33,4 % en mathématiques », a fait savoir Massembo Balou aux partenaires, les appelant à mettre la main à la pâte pour relever la pente. Dans une série de questions-réponses, la lanterne a été éclairée permettant aux uns et autres de voir à quel niveau ils peuvent intervenir. La directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Régine Tchicaya-Oboa, a souligné que le but pour le Congo est d'atteindre le quatrième objectif de développement durable des Nations unies, qui consiste à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Du côté des partenaires, si la Banque mondiale se montre disposée à faire un plaidoyer pour mobiliser les fonds, le Programme alimentaire mondial compte élargir la politique des cantines scolaires, notamment dans les zones difficiles d'accès, a indiqué le chargé de programme de cette agence onusienne, Paulin Angioni. L'enquête du Pasec a, en effet, révélé que les élèves qui n'ont pas à manger ne sont pas motivés à apprendre. Les partenaires vont donc contribuer à la recherche des solutions idoines pour relever le niveau de l'éducation.

Rominique Makaya

MISSION HUMANITAIRE

Plus de 1 600 patients soignés gratuitement à Impfondo

Initiée par l'association « Nouvelle Likouala émergente », la campagne de santé pour tous qui s'est déroulée du 18 au 22 avril, à Impfondo, a permis la prise en charge de plus de 1 600 personnes venues des différentes localités de la Likouala et de quelques pays limitrophes dont la République démocratique du Congo (RDC).

Pour la réussite de l'opération de soins gratuits, la Nouvelle Likouala émergente a mobilisé une équipe de médecins venue d'Europe, associés à ceux de Brazzaville et d'Impfondo. Grâce à l'appui des partenaires au niveau de l'Europe et des membres de la délégation, plus d'une demi-tonne de matériels médicaux et de médicaments ont été mobilisés. « Je peux me réjouir que les objectifs pressentis au départ ont été atteints. ... Nous nous attendions à avoir un afflux de 400 personnes; mais nous étions confrontés à la réalité du terrain parce que nous avons traité plus de 1600 personnes qui sont venues un peu de partout », a expliqué le chef de la mission, le Pr Charlemagne Simplicie Moukouta, au cours d'un point de presse animé le 23 avril à Brazzaville.

L'équipe pluridisciplinaire composée, entre autres, des ophtalmologues, des médecins et des infirmiers a procédé au dépistage de l'hypertension artérielle et du diabète sucré, aux consultations médicales ainsi qu'aux interventions chirurgicales. Au total, cinquante et une personnes ont été opérées de la hernie et d'autres en gy-

nécologie. Selon le Dr Marcellin Kibelo, l'hypertension artérielle, le diabète sucré et les troubles de rythme sont des facteurs de risque des accidents vasculaires cérébraux.

Ainsi, d'après le rapport de la mission, il y a une prédominance des hypertendus et moins de diabétiques à Impfondo. La drépanocytose pose également beaucoup de problèmes et les patients manquent de traitement préventif. « Ce sont des maladies chroniques nécessitant un suivi particulier et les soins. La Nouvelle Likouala émergente a fait un pas, il faudrait que cette mission soit appuyée par nos autorités pour que la population profite de ce premier travail », a conclu le pédiatre Kibelo.

Au regard de l'afflux des patients, l'équipe de la diaspora a passé le témoin aux médecins et au personnel soignant de l'hôpital de base d'Impfondo afin de poursuivre l'opération. « Aujourd'hui, nous avons un sentiment de joie, un sentiment de devoir accompli. J'éprouve également un sentiment d'incomplétude parce que du fait du flux, le temps imparti ne nous a pas permis de pouvoir

satisfaire tout le monde. Notre mission était tellement courte, mais nous pouvons dire que la population est soulagée; il y a un travail qui va être poursuivi par nos collègues sur le terrain. Ce travail va être pérennisé non seulement dans la localité d'Impfondo mais aussi dans d'autres départements du pays », a souligné le responsable de la Nouvelle Likouala émergente en Europe, le Pr Moukouta.

Le président coordonnateur de cette association, Eddie Sergio Malanda, quant à lui, a salué l'action de la délégation de l'Europe qui est venue, d'après lui, témoigner sa solidarité à l'endroit de la population de la Likouala. « Le nécessaire a été fait en collaboration avec les médecins d'Impfondo. Nous ne sommes pas à notre première action, c'est depuis des années que nous luttons et œuvrons aux côtés de la population. Nous soutenons la politique sociale et du développement du président de la République et de son gouvernement. Nous sommes devenus comme le pont entre le gouvernement et la population », a-t-il indiqué.

Parfait Wilfried Douniama

CONFÉRENCE

Un débat sur l'ouvrage « Russie-Occident, une guerre de mille ans- La russophobie de Charlemagne à la crise ukrainienne »

Le livre de l'écrivain, journaliste et homme politique suisse, Guy Mettan, a été au centre d'une visioconférence animée par l'auteur lui-même en présence des enseignants, écrivains, chercheurs, étudiants et autres invités à l'amphithéâtre de l'Ecole nationale supérieure (ENS) de l'Université Marien-Ngouabi, le week-end dernier.

L'ouvrage « Russie-Occident, une guerre de mille ans- La russophobie de Charlemagne à la crise ukrainienne », paru en 2015 et traduit en six langues, est articulé autour des aspects historiques et culturels de la russophobie. Il traitait déjà à l'époque l'actualité de l'heure. Sept ans se sont écoulés depuis sa parution, sept longues années pendant lesquelles la russophobie occidentale, loin de s'apaiser, a redoublé d'intensité. Il serait fastidieux d'en rappeler tous les détails tant ils sont nombreux à en croire l'auteur. Seulement, l'on peut retenir que chaque année en moyenne, une nouvelle affaire est montée en épingle par les dirigeants et les médias occidentaux dans le but de discréditer la Russie auprès des opinions publiques et d'entretenir un

climat d'animosité.

Guy Mettan pense qu'il subit actuellement des pressions pour ses opinions, se disant indigné du fait que l'occident, qui semble-t-il prône la démocratie et la liberté d'expression, se verse subitement et de façon désagréable dans la désinformation et la privation de certaines libertés. Se fondant sur sa propre expérience, Guy Mettan demande aux futurs journalistes et autres étudiants de croire en eux-mêmes surtout dans ce contexte où l'information n'est plus diversifiée et que les règles déontologiques sont bafouées.

Selon l'auteur, ce qui choque le plus dans l'attitude des médias occidentaux, c'est le manque de questionnement qui est pourtant à la base de leur métier. C'est dans ce même contexte, pense-t-il,



que la culture aujourd'hui est de plus en plus politisée. Plusieurs personnes déjà, selon lui, subissent dans un silence totalement dangereux les effets dévastateurs de ce phénomène sinon de cette russophobie.

Avant de clore son intervention, il a rappelé à l'assistance que si son livre se révèle parfois critique envers les



Pendant la conférence sur le livre de Guy Mettan / DR

médias, il ne fait pas non plus un procès de journalisme. De nombreux journalistes, a-t-il dit, ont le souci de bien faire dans toutes les rédactions du monde. Mais ils sont saisis par le sentiment de leur propre fragilité, de leur vulnérabilité face à des éditeurs qui ne les défendent plus contre les pressions des lobbies,

du monde économique et des dirigeants politiques. La troisième parution de « Russie-Occident, une guerre de mille ans- La russophobie de Charlemagne à la crise ukrainienne » est prévue pour le mois de mai prochain et sera disponible dans la bibliothèque de la Maison Russe au Congo.

Bruno Okokana

LITTÉRATURE

«Un remède divin pour la guérison du Congo » de Bely Otiko

L'ouvrage de l'écrivain et guide spirituel congolais est en vente à la Librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, au prix de dix mille francs CFA. Publié au départ aux éditions Bricettebooks, puis aux éditions L'Harmattan, « Un remède divin pour la guérison du Congo », avec plus de cent neuf pages, contient trois chapitres.

L'oeuvre de Bely Otiko fait l'objet de plusieurs campagnes d'évangélisation dans des milieux chrétiens. Dans un style peu complexe et dans un langage prophétique, l'auteur emploie des concepts comme « villes », « péché », « sécurité », « repentance », « violence » et autres.

Selon lui, « les villes sont considérées dans ce contexte comme des cités de valeur, centres du péché. La ville est entendue aussi comme lieu qui procure la sérénité, la stabilité, la santé physique et spirituelle. La ville est aussi vue comme le lieu de la violence, de la répression, du désordre, de la corruption et autres. Dieu a reproché les habi-



tants des villes antiques comme Ninive de revenir à lui et de renoncer aux mauvaises voies de la méchanceté ».

Dans son ouvrage, l'écrivain et guide spirituel chrétien représentant l'église pentecôtiste «la Nouvelle Jérusalem» à Brazzaville,

exhorte la population congolaise, toutes tendances confondues, à revenir à Dieu dans une attitude de repentance, et à cultiver l'amour patriotique.

Le premier chapitre du livre évoque la sécurité des villes et des familles. Le second est centré sur la vérité

alors que le dernier planche sur le remède divin pour la guérison du Congo.

Dans ces chapitres, Bely Otiko ébauche plusieurs aspects de la vie politique, sociale et économique du Congo. Il fait un aperçu de l'état spirituel des églises. Par exemple, dans le troisième chapitre dominé par un langage symbolisé, l'écrivain chrétien parle de deux tortues, de la pollution des hommes éhontés par des esprits maléfiques. Pour l'avènement d'un Etat de droit et d'une vraie justice, le règne de la restauration de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du pays, du règne de l'unité nationale, de l'amour patriotique, de la détermination du changement, le

pays doit s'humilier pour les comportements irresponsables, à la base de la dépravation des mœurs, la résurgence des antivaleurs telles que la corruption, les discriminations, la pollution de l'environnement, etc.

Enfin, le guide spirituel chrétien, Bely Otiko, a aussi évoqué l'amour patriotique comme point de départ de toute bonne initiative de nature à faire avancer le pays, et à éradiquer les facteurs de blocage de la reconstruction. Pour la promotion de l'ouvrage, plusieurs campagnes d'évangélisation dans les milieux chrétiens sont prévues dans des villes comme Pointe-Noire, Nkayi, Owando et Dolisie.

Fortuné Ibara



COMMUNIQUÉ

La société CFAO Congo S.A prie M. Ousmane Madjido, client ayant déposé en réparation la voiture de marque Toyota Land Cruiser, immatriculé 129 C 7 depuis le 13 mars 2014 dans son atelier de Brazzaville, de bien vouloir la retirer au plus tard le 22 Mai 2022.

A l'expiration de ce délai, le véhicule non retiré sera vendu aux enchères publiques.



Croire en vous

CREDIT DU CONGO «C.D.CO.»
SOCIETE ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU CAPITAL DE 10.476.730.000 DE FRANCS CFA
SIEGE SOCIAL : AVENUE AMILCAR CABRAL BRAZZAVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
RCCM : CG-BZV-01-2002-B14-00024 - NIU M200611000051122

AVIS DE CONVOCATION

Les Actionnaires du Crédit du Congo sont convoqués à la réunion annuelle de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à Brazzaville le lundi 09 mai 2022 à 09 heures au siège social de la banque, sis avenue Amilcar CABRAL, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du Conseil d'Administration ;
2. Rapport Général des Commissaires aux Comptes ;
3. Approbation de l'arrêté des Comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2021 ;
4. Affectation des résultats de l'exercice 2021 ;
5. Approbation du rapport Spécial des Commissaires aux Comptes ;
6. Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux comptes ;
7. Nomination d'un nouvel Administrateur ;
8. Renouvellement des mandats des Administrateurs ;
9. Fixation des indemnités à allouer aux Administrateurs ;
10. Pouvoirs de dépôt légal.

Au cas où vous seriez dans l'impossibilité de participer à cette réunion, vous pourriez déléguer à un mandataire de votre choix, à l'aide du formulaire mis à votre disposition, les pouvoirs que vous détenez.

Le Conseil d'Administration

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Clotilde Ibara, agent des Dépêches de Brazzaville, et famille annoncent aux parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur mère, soeur et grand-mère Alphonsine Mouélenga Ngambé, décédée le 11 avril à Brazzaville se présente comme suit :

Mercredi 27 avril 2022

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
- 10h30 : recueillement au domicile familial sis n° 165 de la rue Eko au quartier Petit-chose (réf. école primaire 18 mars) ;
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;
- 16h00 : retour au domicile et fin de la cérémonie.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS

Belle affluence à la première édition au Grand Palais éphémère

Heureux de se retrouver, les 90 000 visiteurs du Festival du livre de Paris viennent de vivre une première fête littéraire au Grand Palais éphémère installé à Paris, près de la Tour Eiffel.

Pour sa première édition, le Festival du livre de Paris aura été une réussite. «À guichet fermé, la première édition du Festival du livre de Paris a séduit les visiteurs dans son nouvel écrin», indiquent les organisateurs. Et de se féliciter d'un «record de fréquentation», par rapport à l'espace de 6500 m² de ce Grand Palais éphémère, en comparaison des 30 000 m² de la dernière édition qui s'était tenue en quatre journées, du 15 au 18 mars 2019 à la Porte de Versailles, avec une affluence de 160 000 visiteurs.

Le 24 avril à 17h30, soit trente minutes avant l'heure de fermeture, l'annonce au micro invitant le public à rejoindre la sortie a surpris les visiteurs, encore nombreux sur place et désireux de prolonger l'esprit de fête autour du livre.

Du côté du Pavillon africain, la satisfaction des organisateurs s'affichait également. Ils ont réussi à faire cohabiter l'âme littéraire du continent en s'appuyant sur l'expérience du stand Livres et auteurs du Bassin du Congo d'antan. Dé-



Le Festival du livre de Paris au Grand Palais éphémère 2022, file d'attente à l'entrée Place Joffre/Vanessa Nguema

sormais, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Congo viennent en soutien des initiatives de l'Agence culturelle africaine.

La programmation des tables rondes hors les murs, la déambulation à l'hôtel de l'industrie, a permis d'obtenir la participation d'auteurs prestigieux tels que Ken Bugul, Sami Tchak, Boubacar Boris Diop, Osvalde Lewat ou Mohamed Mbougar Sarr, Prix Goncourt. Les séances du lauréat 2022 ont drainé de longues files d'attente.

Seul bémol pour cet espace africain, l'exiguïté du stand livré clés en main, agencé et décoré à l'identique des autres espaces. Ce constat a permis à Inès Féviliyé, directrice de la librairie Galerie primo conseils au Congo, de se projeter vers la prochaine édition. Car, estime-t-elle, avec un espace si réduit, il est difficile de présenter les œuvres de toute l'Afrique.

La prochaine édition 2023 verra l'Italie pays invité d'honneur du festival. Gageons que le Congo y sera bien représenté !

Marie Alfred Ngoma



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com

contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS

Une nouvelle manifestation dédiée au grand public

Trois jours pour recréer un salon du livre susceptible d'attirer à nouveau les grandes maisons d'édition et en faire un événement littéraire gratuit, tel était l'objectif des organisateurs du festival du livre de Paris. L'Afrique y était présente avec le stand Pavillon africain.

En présentiel au Grand Palais Éphémère de Paris et hors les murs dans divers lieux appropriés dans Paris, le Festival du Livre de Paris s'est déroulé du vendredi 22 avril et au dimanche 24 avril.

Dès jeudi soir lors du vernissage, l'ambiance était aux retrouvailles des amoureux de la lecture dans son ensemble, après deux éditions annulées pour cause de pandémie. En cette année en France où la lecture est déclarée grande cause nationale, les éditeurs du Syndicat National de l'Édition ont proposé un lot de festivités autour du livre.

L'objectif était de renouer avec l'énergie vitale des précédentes éditions, retrouver le sens de la fête et permettre à tous les acteurs de la chaîne du livre, auteurs, éditeurs, libraires, de célébrer le livre - tous les livres - et la lecture, sous toutes ses formes. Ce nouveau format coïncidait également avec le retour de grands éditeurs tels que Gallimard et les stands de représentation de l'Afrique par le Pavillon africain.

A propos du Pavillon africain, l'objectif était la mise en avant de la ferme volonté d'être l'accélérateur d'opportunités et de visibilité pour les littératures des 55 pays du continent et de sa diaspora.



Aminata Diop, directrice de l'Agence culturelle africaine (ACA) initiatrice de cet espace, a d'ailleurs tenu à remercier les efforts du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Congo Brazzaville, grâce à qui, les littératures des Afriques continuent à être présentes dans les grands rendez-vous littéraires.

De passage à Paris, le journa-

liste-écrivain, Sauve Gérard Ngoma Malanda, promoteur du label Congo voices, les grandes voix de la chanson congolaise, s'est réjoui de voir la renaissance de cette manifestation littéraire après les contraintes sanitaires liées au Covid-19. « Hier nous nous retrouvions dans le cadre du Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, aujourd'hui le format

le Pr Jean-Luc Aka Evy au pavillon africain Festival du livre de Paris vient combler nos passions et nos attentes. Que vive le livre, quoi de plus naturel de le célébrer ! », a-t-il clamé.

Pour la programmation de ses tables rondes hors les murs, le Pavillon africain a retenu l'Hôtel de l'Industrie situé sur la prestigieuse place Saint-Germain des Prés.

Dans la soirée du vendredi 22 avril, a eu lieu une soirée africaine autour du célèbre plat sénégalais, Thieboudien, rythmée au son de la rumba congolaise. Deux expressions vivantes inscrites au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, traits d'union entre le Sénégal et les deux Congo.

En présence de Jean-Luc Aka Evy, ambassadeur du Congo au Sénégal, le public a pu apprécier sur scène Djoson Philosophe et Quentin Moyascko du célèbre Extra musical international.

Dans son intervention, Djoson Philosophe rappelé que les artistes promoteurs de la rumba doivent être accompagnés pour soutenir cette danse qui constitue désormais la fierté de tout un continent.

Au-delà de cette fierté, « la rumba c'est un état d'esprit, un vecteur de maillage entre plusieurs pays, plusieurs civilisations », a insisté le Pr Jean-Luc Aka Evy en s'appuyant sur l'épopée de Tabuley Rochereau lors de son séjour au Sénégal.

Le musicien congolais y avait vu naître son fils Youssoupha, actuel star de la musique, et y avait élaboré un style de rumba spéciale connu sous le nom de Soum-Djoum de l'Afrisa International.

Marie Alfred Ngoma



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.







Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo



DÉCLARATION DE PATRIMOINE

L'article 6 jugé non conforme à la Constitution

La Cour constitutionnelle, par décision n°002/DCC/SVA/22 du 14 avril 2022, a estimé que l'article 6, alinéa 1er, de la loi n° 4-2019 du 7 février 2019 relative à l'obligation de déclaration de patrimoine par les citoyens élus ou nommés à une haute fonction publique est contraire à l'article 55, alinéa 1er de la Constitution et ne peut plus, par conséquent, être mis en application.



Façade principale de la Cour constitutionnelle DR

La décision de la Cour constitutionnelle fait suite à la requête de Clément Mierassa, lui demandant de déclarer non conforme à l'article 55 de la Constitution, l'article 6 de la loi n° 4-2019 du 7 février 2019 et de dire

qu'une modification ou un retrait dudit article doit être fait par le législateur. « La présente décision n'a pas d'effet rétroactif. Elle ne s'applique pas, non plus, aux situations pendantes ou en cours au

jour de sa notification au premier président de la Cour suprême », a précisé le juge constitutionnel.

En effet, l'article 55 de la Constitution dispose que : « Tout citoyen, élu ou nommé à une haute fonc-

tion publique, est tenu de déclarer son patrimoine lors de sa prise de fonction et à la cessation de celle-ci, conformément à la loi. La loi détermine les fonctions soumises à l'obligation ci-dessus indiquée ainsi que les modalités de déclaration du patrimoine ». L'article 6 de la loi n° 4-2019 du 7 février 2019 énonce, quant à lui, que : « La déclaration de patrimoine est déposée auprès de la Cour suprême dans les trois mois, à compter de la prise et de la cessation des fonctions. Elle est scellée en présence de l'intéressé et conservée dans un coffre au greffe de la Cour suprême ».

Notons que la Cour suprême procède, depuis le 25 octobre 2021, à la réception des déclarations de patrimoine des assujettis. Cela en se fondant sur la loi qui a fixé « un délai

péremptoire de trois mois pour compter de la notification faite à chaque assujetti d'accomplir son devoir », rappelait le premier président de la haute juridiction nationale, Henri Bouka, lors de la réception des déclarations de patrimoine des membres du gouvernement.

La Cour constitutionnelle entend notifier sa décision au requérant, au président de la République, au président du Sénat, au président de l'Assemblée nationale, au Premier ministre, au ministre d'Etat, ministre des Affaires foncières et du Domaine public, chargé des relations avec le Parlement, au ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, au premier président de la Cour suprême et la publier au Journal officiel.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

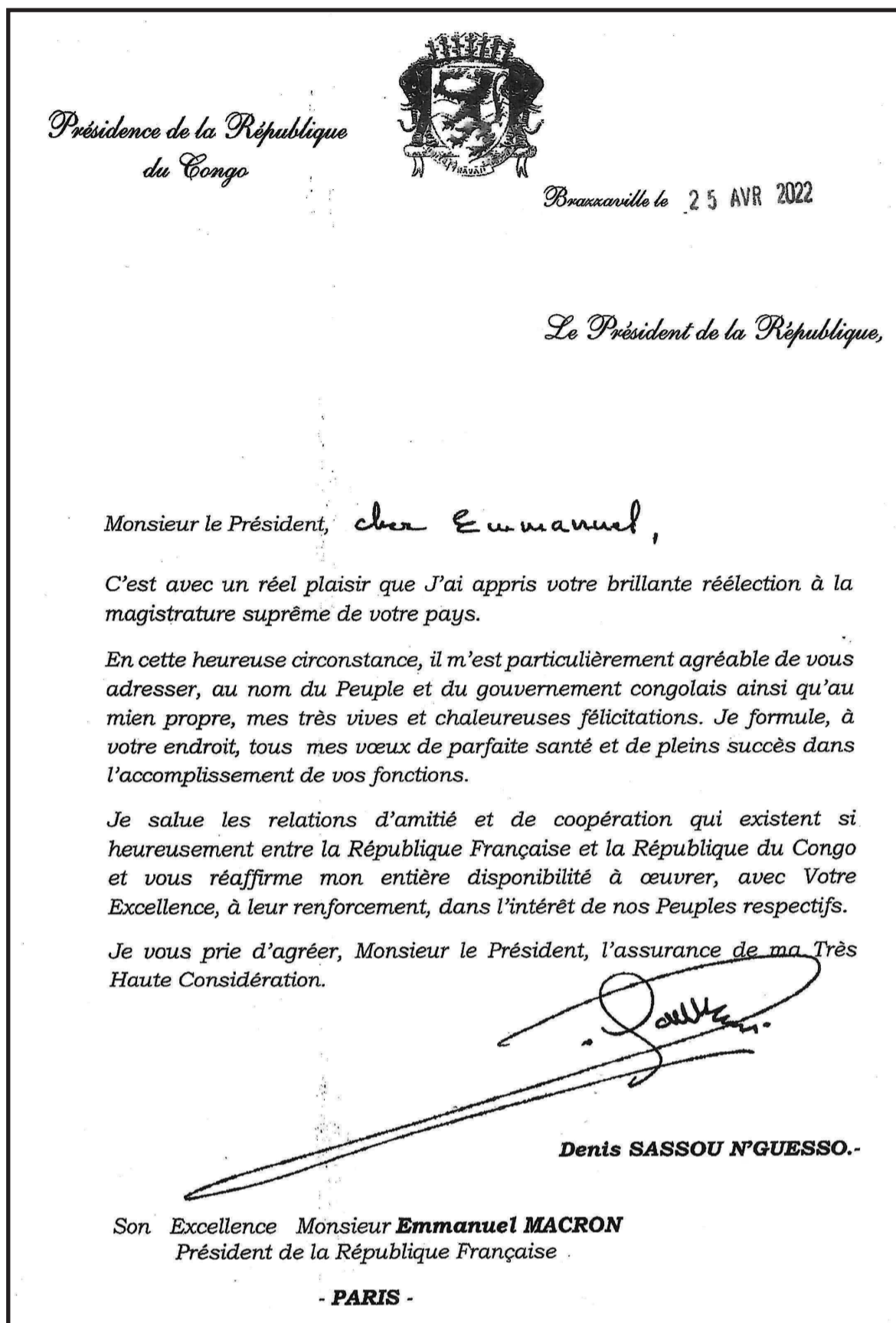
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





RÉÉLECTION D'EMMANUEL MACRON

François Barateau salue la réaction du président Sassou N'Guesso



Le directeur de cabinet du chef de l'Etat et l'ambassadeur de France au Congo/DR

Le représentant diplomatique de la France au Congo, François Barateau, a souligné le 25 avril à Brazzaville la rapidité avec laquelle le président Denis Sassou N'Guesso a réagi à la réélection de son homologue français, Emmanuel Macron. « Je salue d'abord la rapidité avec laquelle le chef de l'Etat congolais a bien voulu réagir officiellement à cette élection. J'apprécie également le fait que son directeur de cabinet, Florent Ntsiba, m'a invité à venir le rencontrer pour me remettre personnellement ce message », a déclaré François Barateau.

Concernant le contenu du message, l'ambassadeur de France a indiqué: « J'imagine que ce sont des mots aimables et qui expriment le souhait du président Denis Sassou N'Guesso de poursuivre et d'approfondir la coopération entre nos deux pays ».

« Je trouve que cela augure bien de ce nouveau mandat qui commence en France et dans sa relation avec le Congo », a-t-il ajouté.

La Rédaction

COOPERATION

Anatole Collinet Makosso achève sa mission aux États-Unis

Le Premier ministre, Chef de gouvernement a achevé sa mission à Washington par une revue de la coopération bilatérale entre le Congo et les États-Unis d'Amérique

Mettant à profit sa participation aux assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a eu une réunion de travail, 21 avril, au Département d'Etat américain (Ministère des Affaires étrangères) avec Molly Phee, secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires africaines.

Les questions de paix en Afrique, de lutte contre le terrorisme, de sécurité dans le monde et la position de l'Afrique et du Congo sur la crise opposant la Russie à l'Ukraine ont fait l'objet d'échanges constructifs.

Egalement à l'ordre du jour,



Réunion de travail au Département d'Etat américain (ministère des Affaires étrangères) entre le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, avec Molly Phee, secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires africaines. /Crédit photo : Cellule de communication de la Primature

l'évocation de la protection de l'environnement et la mise en place d'un nouveau cadre programmatique afin de travailler, désormais, dans un cadre bilatéral.

S'adressant à la presse, le chef du gouvernement s'est réjoui du fait que les deux parties se soient comprises, un début d'entente pour que cette grande puissance tourne le dos à l'unilatéralisme et permette désormais la promotion du multilatéralisme au sein des Nations unies.

La délégation gouvernementale séjourne à nouveau à Paris, depuis le 22 avril, avant de regagner le Congo.

Marie Alfred Ngoma